



**Le monument-emblème de l'université de Cocody-Abidjan : un marqueur identitaire sous-tensions (1990-2022).**

**The monument-emblem of the University of Cocody-Abidjan: a marker of identity under-tensions (1990-2022).**

**HOUEDIN Barnabé Cossi**  
Enseignant chercheur  
Institut d'Ethno-Sociologie (IES)  
Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan  
Côte d'Ivoire  
**houedin@yahoo.fr**

**Date de soumission :** 23 /11/2022

**Date d'acceptation :** 25/12/2022

**Pour citer cet article :**

HOUEDIN B. (2022), « Le monument-emblème de l'université de Cocody-Abidjan : un marqueur identitaire sous-tensions (1990-2022) », Revue Internationale du chercheur ; Volume 3 : Numéro 4 » pp 563- 588

## Résumé

Le but de cet article est d'examiner les enjeux liés aux tensions autour du monument Wambelè, emblème de l'université Félix Houphouët-Boigny. Il ressort de l'enquête une sorte de recontextualisation de la promotion dudit monument avec des formes de réinterprétation basées sur les rivalités et les enjeux politiques. De ce point de vue, sa promotion depuis le multipartisme et surtout depuis la fin de la crise post-électorale de 2010 offre à voir vis-à-vis de sa visibilité, des types de structurations qui ne sont qu'une projection des luttes à l'œuvre dans le champ politique. Qu'il soit à ce titre instrumentalisé aux niveaux culturel, ethnique, religieux, spatial et politique, les différents usages de la promotion du monument contribuent à reproduire des logiques propres à l'affirmation de pouvoir, aux quêtes de cohésion urbaine et de l'unité nationale. Les enjeux identifiés sont d'ordres identitaires et structurels. Ils sont relativement construits et déconstruits en fonction de positions stratégiques en vue de faire valoir des formes de légitimité sociale et d'actions ou réactions liées au développement académique, urbain et national. L'étude s'inscrit dans l'approche qualitative et repose sur un échantillon de 21 enquêtés.

**Mots clés :** Emblème ; Monument ; Tensions ; Université ; Wambelè.

## Abstract

The purpose of this article is to examine the issues related to the tensions generated around the Wambelè monument, emblem of the Félix Houphouët-Boigny University. The investigation reveals a kind of recontextualisation of the promotion of this monument, with forms of reinterpretation based on rivalries and political issues. From this point of view, its promotion since multiparty politics and especially since the end of the post-electoral crisis of 2010 offers to see in terms of its visibility, types of structuring that are only a projection of the struggles at work in the political field. As such, whether it is instrumentalized at the cultural, ethnic, religious, spatial and political levels, the different uses of the monument's promotion help to reproduce the logics proper to the affirmation of power, the quests of urban cohesion and national unity. The issues identified are identity and structural. They are relatively constructed and deconstructed according to strategic positions to promote forms of social legitimacy, actions or reactions related to academic, urban and national development. The study is part of the qualitative approach and is based on a sample of 21 respondents

**Keywords:** Emblem; Monument; Tensions, University; Wambelè

## Introduction

Le Wambelè, du moins la symbolique du Masque du Poro (institution initiatique chez les Sénoufo de Côte d'Ivoire) fut choisie depuis le Parti unique (1960 -1990) comme l'emblème de l'université de Cocody-Abidjan. Pour rappel, l'emblème est resté inchangé malgré l'évolution de l'appellation de l'université université d'Abidjan (Octobre 1963), université nationale de Côte d'Ivoire (Juin 1977) université de Cocody (Décembre 1995) et université Félix Houphouët Boigny (Aout 2012). Aussi, faut-il dire qu'en termes d'innovation de la gouvernance universitaire et de réponses à la fabrique d'une ville nouvelle, l'importance de ce choix s'est révélée à travers une multiplicité d'indicateurs du développement urbain et/ou national (Houédin, 2022). En d'autres termes, son choix a été brandi à cette époque comme reposant sur les quêtes de performance universitaire, d'unité urbaine et/ou nationale et de modèle de développement. Mais avec le multipartisme, à la faveur de la crise socio-politique et identitaire de 2000, les tensions autour de ce monument se sont exacerbées. Du moins, « le monument-Wambelè » est devenu un objet de tensions multiformes. Au demeurant, avec la fin de la crise militaro-politique de 2010, sa présence sur l'espace universitaire s'apparente à un « traitement préférentiel » ou à un marquage ethnique conduisant à des tensions défavorables pour sa promotion.

Avant tout propos, il faut signaler que l'étude des symboles, abordée sous l'angle des tensions n'est pas nouveau. Sous ce rapport, Bourdieu (1977) soulignait déjà que le symbole et le symbolique donnent sens au social. En d'autres termes, pour Bourdieu, le symbole et le symbolique traduisent la logique même par laquelle tout acte, tout objet, tout sujet se trouve saisi et investi par le social. Se référant à cette façon de penser le symbole, ce dernier parle du capital symbolique comme une ressource spécifique liée à des formes de prestige, de distinction ou de visibilité. Il faut dire que le plus important dans cette approche bourdieusienne du symbole, c'est la façon dont l'auteur met en relief l'objet symbolique comme ressource favorisant l'accumulation et la mobilisation dans un champ. Le symbole Chez Bourdieu a aussi une fonction fédératrice, c'est-à-dire il est brandi comme le support contribuant à fabriquer les dispositions à l'action, les perceptions, les valeurs ou la légitimité. Encore, l'une des valeurs ajoutées de l'étude du symbolique chez Bourdieu, c'est surtout son inscription dans les luttes sociales, les rapports de force et son positionnement comme un enjeu de luttes. Ils sont plutôt source de pouvoir. (Le Texier, 2012 ; Dubois et als, 2013).

Un tel survol de la documentation scientifique sur le symbolique démontre de fait l'intérêt actuel des approches théorique et social de l'usage des symboles. Pour preuve, ces deux dernières décennies (2000 -2020) ont été marquées par de multiples attaques et dégradations de symboles qui nécessitent le renouvellement des questionnements sur cette réalité en termes de transformations des imaginaires politiques, de reconfiguration des rapports sociaux. Aux Etats unis par exemple, plusieurs monuments rappelant les faits de discrimination et de racisme<sup>1</sup> ont été détruits (Cakpo, 2020 ; Chavanette, 2020). En France, des plaintes et pressions ont été formulées pour le déboulonnement de statues (statue de Colbert, général Faidherbe). Ces pressions s'étendent même à des manifestations en faveur de la débaptisation de rues. La Côte d'Ivoire n'a pas échappé à ce phénomène d'attaques perpétrées contre les symboles. A la faveur de la crise militaro-politique de 2010, plusieurs monuments ont été détruits dans la ville d'Abidjan. Initiés sous le coup de la rénovation urbaine en contexte post-crise, les monuments détruits sont essentiellement ceux érigés par le régime déchu de Gbagbo Laurent (Houédin et N'Guessan, 2018 a ; b). Une telle approche de l'actualité sur les symboles sous tensions rappelle de fait le contexte d'étude de celui du Wambelè : le monument-emblème de l'université Félix Houphouët Boigny dans la ville d'Abidjan.

Au demeurant, ledit emblème est connu sous deux formes : le logo et le monument, le virtuel et le physique. Si le logo passe pour être anodin, force est de constater que cela n'est pas le cas pour le monument. Contrairement à la promotion voulue à cet emblème sur l'espace de cette université et dans le champ urbain abidjanais, il est plutôt devenu l'objet de permanentes critiques en contradiction avec les objectifs avoués par ses promoteurs. Mais, il faut dire que les polémiques se cristallisant autour de cette symbolique ne sont pas nouvelles. En écho avec les premières suscitées lors de son choix (Houédin, op cit), celles observées ces dernières années, se manifestent sous diverses formes. Celles-ci d'ailleurs, la font entrer dans d'autres types idéaux d'usages actuels assimilables à un effet de mode. Ces derniers sont-ils perçus comme l'expression d'éventuels durcissements des désaccords en matière de reconstruction de la cohésion sociale, de remise en cause des acquis patrimoniaux et des rivalités politiques rencontrées en milieu urbain abidjanais ou au plan national. Ce qui amène à relever la pertinence

---

<sup>1</sup> Les statues de personnages historiques liés à l'esclavage tels que Christophe Colomb ont été détruites dans les villes de Boston, Miami, Richmond, en Virginie ou Camden, dans le New Jersey en 2020. La statue du général Lee en Virginie en 2021. Plus tôt en 2017, avait éclaté celle du Général sécessionniste Lee à Charlottesville Lee à Charlottesville

du questionnement de leurs différentes déclinaisons. Trois constats ont été à cet effet dégagés pour cerner l'actualité autour de la promotion dudit monument-emblème.

D'abord, au plan spatio-promotionnel, en dehors de la visibilité<sup>2</sup> du monument sur le site de l'université de Cocody, il reste méconnu<sup>3</sup> par ses fonctions dans l'espace urbain abidjanais. Au plan religieux, il faut dire qu'en 2001, la symbolique du Wambelè fut indexée par un groupe de religieux<sup>4</sup> comme étant à l'origine des troubles et violences sur les campus et les cités universitaires du pays. Retirée à un moment donné (2004) sous le coup de ces préjugés religieux, elle fut restaurée au même emplacement après la crise militaro-politique de 2010.

**Indiquée : L'emblème de l'université sous le format de monument rénové. Sa restauration s'est faite en 2012 dans l'élan de la rénovation de l'université.**



**Source : Enquête de terrain, Houédin, 2022.**

Au plan politique, alors qu'au nom de la rénovation urbaine une série de monuments construits sous le régime déchu de Laurent Gbagbo fut détruite par le nouveau pouvoir à la tête de l'Etat

---

<sup>2</sup> Remarquable par son voisinage avec les bâtiments de la Présidence de l'université et de la scolarité centrale, cette position géographique lui donne une visibilité dominante qui la laisse voir au centre de l'extrémité des deux voies d'entrées principales formant le boulevard de l'université par le nord.

<sup>3</sup> Pour les contemporains, depuis son choix, ni le conseil de l'université, ni les syndicats d'étudiants, ni ceux d'enseignants n'ont publiquement fait cas des propriétés du Wambelè dans l'évolution de la vie universitaire. Sur la base du mythe et du flou autour de sa promotion ou de sa présence à l'université de Cocody, l'attention portée sur cette dernière ne la fait connaître seulement qu'au travers d'informations communes liées à ses caractéristiques ethniques.

<sup>4</sup> A ce niveau, Ouattara (2017) précise que ce sont des religieux qui « expliquèrent aux autorités académiques et politiques ivoiriennes que le masque désigné comme l'emblème de l'Université de Cocody serait à l'origine des troubles et violences sanglantes sur les campus et les cités universitaires du pays. Assoiffé de sang humain pour pérenniser son existence, le wambjugo, soulignèrent-ils », serait à l'origine des conflits inextricables pour s'en approvisionner à la suite de mort d'humains. En outre, ces religieux prédirent que tant que le wambjugo restera sur le sommet de la stèle sur le Bd de l'Université et continuera d'être présent sur les documents administratifs et académiques, c'est en vain que l'on tentera de résoudre cette crise »

(Houédin et N'Guessan, 2018 a, b), le monument-emblème de l'université a, quant à lui, été épargné. De ce fait, certaines affirmations<sup>5</sup> font état d'un traitement préférentiel dans l'évolution et la conservation du patrimoine culturel de la ville. Selon les tenants de ces affirmations, depuis la reconstruction post-crise enclenchée en 2011, il est possible d'établir un lien entre les critères de maintien ou de destruction de monuments dans la ville d'Abidjan et la radicalité avec laquelle les formes de réaménagement de la ville y sont reconstruites. Sous ces rapports donc, le maintien du monument-emblème, confronté à l'urgence<sup>6</sup> observée en ce qui concerne la destruction des monuments édifiés sous le régime déchu de Laurent Gbagbo a été mis en avant pour justifier un autre usage<sup>7</sup> de la dite symbolique dans le système urbain. Ainsi, sa présence est devenue pour eux un indicateur plus ou moins indiqué pour cerner de façon adéquate la permanence de pratiques instituant la valorisation de l'origine ethnique et régionaliste ou de symboles identitaires partisans dans la gouvernance de la ville. Supposée donc être mobilisée pour des actions partisanses, cette surenchère de l'identité du monument-emblème est alors enfermée dans ses étiquettes ethniques ou régionalistes associées à l'origine des tenants du pouvoir en place. Ce qui ne fait que la réduire à un produit ethnique plutôt qu'à un marqueur à caractère national.

À l'opposé des idées ou arguments qui accompagnent sa promotion, les constats évoqués ci-dessus s'entremêlent pour former un ensemble de plaintes plaçant la symbolique du Wambelè au rang des monuments controversés dans la ville d'Abidjan. Latentes depuis son choix, ces plaintes en question se révèlent de plus en plus au grand jour et cela apparaît comme un facteur pouvant entraver les efforts de réconciliation nationale en contexte post-crise. Alors, malgré le fait que cette symbolique ne favorise plus un cadre commun de référence lié à l'importance de sa présence, le Wambelè reste toujours hissé et maintenu comme emblème de l'université de Cocody dans la ville d'Abidjan . Quels sont donc les enjeux liés aux tensions autour du monument-emblème de l'université Félix Houphouët Boigny ? L'objectif de ce texte est donc

---

<sup>5</sup> Ces affirmations sont particulièrement tenues par les militants acquis à la cause du Président déchu Laurent Gbagbo.

<sup>6</sup> Aussitôt que l'arrestation de Laurent Gbagbo fut annoncée par voie de presse, la destruction des monuments et statues édifiés sous son régime a été enclenchée dans les jours qui suivirent.

<sup>7</sup> Entre les volontés d'extension et de restriction du marquage des identités politiques dans la ville, le maintien du monument a été surtout assimilé à une sorte de tri lié à la question du « rattrapage ethnique » (Lire Niava et N'Drin, 2017). Argument soutenu par les militants des partis de l'opposition, cette idée introduit de fait le critère ethnique et politique dans la gestion du patrimoine culturel de l'université ou de la ville. En soulignant que le maintien du monument est l'une des déclinaisons du « rattrapage ethnique » activé par le pouvoir en place, ils usent de cette propagande politique pour mettre à la fois à nu ces contraintes organisationnelles et ces logiques de contrôle d'espace.



d'examiner les enjeux liés aux tensions incitées autour du monument-emblème de l'université Félix Houphouët Boigny.

Le plan d'analyse de cet article est présenté comme suit : 1) Méthodologie ; 2) le monument-Wambelè : entre restructuration des identités et ethnicisation de pratiques politiques ; 3 ) le monument-Wambelè dans les logiques de défense territoriale ; 4 ) la symbolique du Wambelè et les croyances de ségrégation urbaine ; 5) Le maintien du monument emblème et l'actualisation des alliances politiques ; 6) la symbolique du Wambelè : du conflit au rappel du « contrat de performance » dans la gestion de l'université.

### 1. Méthodologie

Inscrite dans la recherche qualitative en « terrain sensible »<sup>8</sup> (Calenda, 2021 ; Brito et Pesce, 2015), l'enquête s'est déroulée dans le périmètre de l'université. Elle a été par la suite étendue à la Mairie de Cocody et à d'autres institutions de ladite commune pour rencontrer d'anciens<sup>9</sup> acteurs qui ont contribué à la gouvernance de l'université ou y ont exercé. Les participants de l'étude sont entre autres le personnel administratif (Présidence, service technique, scolarité), le personnel enseignant (responsables syndicaux, enseignants non syndicalistes) et les étudiants (anciens et nouveaux responsables de syndicats, étudiants non syndicalistes). Du point de vue de la démarche, l'enquête a tenu compte du fait que les participants de l'étude peuvent avoir une multiplicité<sup>10</sup> de statut dans la reconstitution de récits périodiques autour du monument-emblème.

Au plan temporel, l'enquête a d'abord procédé à la collecte de données portant sur les tensions autour du monument depuis le multipartisme en 1990. Elle s'est ensuite intéressée aux diverses perceptions liées à son maintien sur l'espace universitaire. L'accent a été particulièrement mis sur la période des crises socio-identitaires partant de l'année 2000 à la fin de la crise post-électorale en 2011. Cette période couvre les premières contestations manifestes contre la présence de la symbolique du Wambelè à l'université de Cocody-Abidjan (Banégas et Losch, 2002; Hugon, 2003). Bien également, la période de reconstruction post-crise (depuis 2011) a été prise en compte. C'est au cours de cette dernière que contrairement à la tendance des

---

<sup>8</sup> L'approche du terrain a été construite en tenant compte non seulement de la perception selon laquelle l'université est un espace d'expression de rivalités politiques, mais aussi de la stigmatisation implicite dont elle est l'objet. Pour ces types de terrain, il est donc suggéré d'accorder une attention particulière à la méthodologie adoptée, aux personnes à enquêter et aux expériences de recherche (Calenda, 2021)

<sup>9</sup> Ce sont surtout des agents à la retraite.

<sup>10</sup> Ils peuvent être enseignants ou étudiants, syndicalistes ou membres du personnel administratif mais, également des acteurs ou des sympathisants de partis politiques. Les témoignages recueillis peuvent alors être l'expression de positions politiques, syndicalistes ou de simplement usagers de l'université.

monuments détruits dans la ville d'Abidjan, celui du Wambelè est rénové et devient à nouveau sujet de polémique.

Concernant la collecte des données, il faut dire que des entretiens semi-dirigés ont été réalisés de Mars à Mai 2022. Les participants ont été sélectionnés conformément aux techniques de l'enquête par boule de neige et de réseaux. Toutefois, il est aussi nécessaire de préciser que certains participants<sup>11</sup> pressentis pour de l'enquête ont refusé de se soumettre aux entretiens. Aussi, la recherche documentaire a été faite en appui des données collectées sur le terrain. L'idée est de parvenir à une triangulation des faits de sorte à mettre en évidence les significations cachées du maintien et des tensions générées autour du monument-emblème de l'université Félix Houphouët Boigny. Au total, l'étude a enrôlé 21 enquêtés dans l'échantillon. Ce dernier a été retenu et validé sur la base des principes de la diversification et la saturation des données (Blanchet et Gotman, 1992). Le corpus de données a fait l'objet d'une analyse de contenu thématique (Rondeau et Paillé, 2016).

## **2. Le monument-Wambelè : entre ré-structuration et ethnicisation des identités politiques.**

Cette section fait une lecture des principales observations liées au contexte dans lequel prennent forme les multiples pressions visant à légitimer ou à discréditer la présence du Wambelè à l'université de Cocody-Abidjan. Ainsi pour comprendre les tensions autour de ce monument, il faut se référer à la genèse des crises socio-identitaires de 2000. Ces dernières sont d'ailleurs connues pour leur reproduction des relations sociales sous formes d'assimilation, d'affirmation ou de différenciation depuis l'instauration du multipartisme en 1990. Il faut signaler que dans ce même contexte, les appartenances suscitées ou reconstruites, la recomposition des espaces sociaux, les référents identitaires perçus, indexés et mis en débats sont plus ou moins radicalement marqués par les volontés politiques (MISHA, 2015). Modelées sous de tels formats, les critiques à l'encontre de la présence du Wambelè ne paraissent plus anodines. Elles impliquent une relecture à toutes les échelles des luttes politiques incitées au cours de ladite période ainsi que des formes de structuration, de déstructuration et de restructuration qui en découlent.

Identifiés comme les premiers de ce genre, depuis le multipartisme, les rapports au monument-Wambelè se sont imbriqués dans le moule des rivalités politiques à l'œuvre au plan national.

---

<sup>11</sup> Certains membres du personnel administratifs de l'université et des responsables de syndicats d'étudiants ont refusés de se soumettre aux entretiens par crainte de sanctions ou selon leurs propos de « s'attirer des ennuis ».

Ainsi, en générant de nouveaux sens, sa promotion n'a pas manqué d'être restructurée autour des idées allant des propagandes aux passions politiques. De même, elle s'est renforcée de façon valorisante ou non à travers différentes manières de penser permettant de mettre en relief les enjeux de domination politique, les luttes d'affirmation identitaire ou de les dénoncer. Sur ces bases, qu'il soit l'objet de propos dénigrant ou visant à rehausser son image, ladite promotion n'est plus perçue comme banale. D'ailleurs, pour tirer profit de la visibilité, les discours de dénigrement ou mettant en exergue une image rehaussée du Wambelè se manifestent de manières différentes selon les positions des concurrents politiques. Les appliquant par exemple à la question de l'exclusion des originaires du Nord ivoirien ou de leur relégation au second plan sur la scène politique ivoirienne, ils sont alors devenus des ressources adéquates pour mettre en évidence des indicateurs ethniques et politiques de la fragilisation de l'intégration nationale. C'est ce qu'explique cet enquêté avec ironie :

« ...la représentation du masque avait bien sa place dans notre université jusqu'au jour où le mensonge et les fausses accusations politiques ont commencé. Je veux dire par-là que si un masque du Nord a été choisi et représenté dans une université au Sud, c'était la seule d'ailleurs à l'époque, cela veut dire que le Nord n'a jamais été exclu contrairement à ce que certains de ses fils prétendent. L'exclusion du Nord interprétée avec la question de l'ivoirité était montée de toute pièce. L'ivoirité étant vue comme l'exclusion du Nord, c'était un faux problème. C'est d'autant plus vrai que je peux t'envoyer des éléments sur l'ivoirité, dont les originaires du Nord ont parlé dans une revue...». Extrait d'entretien avec P, enseignant à la retraite

La fixation sur l'identité nordiste et sa polarité sont l'une des conséquences des rivalités politiques à l'œuvre depuis le retour au multipartisme en 1990. Articulée par la politique de l'ivoirité<sup>12</sup>, elle reste d'ailleurs une référence pour comprendre les tendances liées à la dénonciation des formes supposées d'exclusion politiques de l'époque (Gaulme, 2001 ; Boa, 2009 ; Babo, 2012). La doctrine de l'ivoirité, ainsi que les enjeux identitaires qui y sont associés ont favorisé la formation d'un rang de résistance de la région du Nord en opposition à celle du Sud où se trouve le pouvoir d'Etat. De ce pas, certains marqueurs identitaires comme le Wambelè par exemple n'ont pas pu échapper à ces clivages politiques. L'évolution de plus en plus radicale de ces derniers l'a reclassé dans les formes d'ethnicisation de pratiques dont les

---

<sup>12</sup> Au plan politique, la figure emblématique d'Alassane Ouattara incarnait les systèmes de valeurs stimulant la mobilisation contre la politique de l'ivoirité. Pour rappel, sous les régimes d'Henri Konan Bédié, Robert Guéi, Laurent Gbagbo, les barrières émises à l'encontre de sa candidature à la magistrature suprême ont déclenché une forme de mobilisation régionale et ethnique autour de cet acteur politique. Autour de sa figure, s'est donc déployée une identité collective orchestrée de toutes pièces et dont les effets d'entraînement ont débouché sur un idéal type d'ethnicisation des compétitions électorales. La région du nord étant considérée comme le bastion de sa famille politique, les pratiques du vote ethnique et religieux, les allégeances construites sur la base de l'origine, l'identification de nombre d'acteurs de la crise militaro-politique de 2010 comme des « rebelles » a significativement donné sens à un bloc identitaire érigé en soutien à sa lutte politique (Raynal 2005).

expressions sont notamment connues sous l'étiquette de symbole d'identité « nordiste » au service d'une légitimation de pouvoir issu de la même région dans le « sud du pays ».

En somme, les tendances à légitimer ou délégitimer le monument-emblème de l'université de Cocody, à le discréditer ou le valoriser ne relèvent que des logiques de restructuration des identités politiques et de leur ethnicisation. Ces deux facteurs l'ont essentiellement arrimé à des enjeux de visibilité liés à la rivalité entre des familles politiques aussi bien au plan urbain que national. Dans ce champ, il représente tantôt une force politique, tantôt un outil identitaire partisan. Dans les rivalités politiques susmentionnées, il a plutôt la réputation d'un outil de concurrence déloyal au compte d'un groupe d'intérêts qui veut donner sens à son espace d'influence, de domination ou de pouvoir. Ces nouvelles propriétés du Wambelè ne sont inventées que pour caractériser le champ actuel de l'espace universitaire qui l'abrite. L'enquête a ainsi révélé que l'université elle-même étant assimilée à un champ d'affirmation et de domination politique, c'est donc de façon systémique que les nouvelles caractéristiques qui lui sont assignées ont glissé vers celles du monument pour l'enfermer dans la même vision. Sans rompre avec les luttes d'affirmation identitaire<sup>13</sup> menées par le rang de « résistance nordiste » autour d'Alassane Ouattara, la présence du monument a été subordonnée à leur quête de pouvoir en l'exposant sous ce rapport comme un indicateur de supériorité ethnique.

### **3. Le monument-Wambelè dans les logiques de défense territoriale**

Comme le souligne Raynal (2005), sous le régime de Laurent Gbagbo, le concept d'ivoirité n'a pas été seulement question de pureté identitaire vis-à-vis de ceux qui étaient considérés comme « étrangers ». Il s'est aussi illustré au travers d'une dimension religieuse opposant les musulmans du Nord aux chrétiens du Sud (Basset, 2003). Autrement dit, dans la continuité des pratiques ethniques et régionalistes, la religion a été projetée dans la vision stratégique des conflits politiques en Côte d'Ivoire pour également donner sens à divers enjeux de pouvoir et d'affirmation identitaire. La reconstitution d'un tel fonctionnement autour de la promotion du monument de l'université met aussi en lumière d'autres types de tensions plus ou moins radicales liées à des tendances de revendications d'appartenances. A ce propos, il convient de rappeler que c'est au plan religieux que les premières plaintes formulées à l'encontre du Wambelè ont occasionné son retrait temporaire. Nourris par la croyance selon laquelle la région

---

<sup>13</sup> Allusion est faite à la Charte du Nord dont les principales composantes sont d'une les appels à l'unité des groupes ethniques du nord ivoirien, de leurs reconstructions comme des victimes de sous-développement, des exclus, de revendication de légitimités aussi bien dans les champs politique que social ivoirien. (Lire Sandlar, 2005 : 297-307)

du Nord serait d'obédience musulmane et celle du Sud chrétienne, les rapports de forces autour du monument de l'université ce sont à cet effet renforcés. Du moins, son enfermement dans l'identité nordiste a influencé l'entretien de frontières symboliques dans l'espace géographique ivoirien où il fut reclassé comme étant un marqueur identitaire à caractère musulman pouvant remettre en cause les contours déjà établies de l'espace sudiste acquise à la cause chrétienne (Lazzeri, 2013).

Critiqué pour son caractère d'outil à la solde d'une conquête d'espace, le monument-Wambelè a été non seulement réduit à son identité ethnique ou régionaliste, mais aussi reprise comme un instrument de contrôle d'espace allant de soi avec ses référents d'origine. Sous ce rapport également, sa légitimité dans la ville d'Abidjan et sur l'espace universitaire est contestée au profit d'un usage politique voilant les idées de défense territoriale. En d'autres termes, ses propriétés sociales qui ont prévalu à son maintien dans les espaces précités sont remises en cause sous le coup de croyances évoquant les craintes liées à la redéfinition de frontières déjà acquises dans l'espace religieux ivoirien. L'enjeu étant surtout de refuser de battre en brèche les thèses soutenant que la partie « Sud du pays » est une région acquise à la cause du christianisme. Une opposition d'ailleurs qui ne saurait dissiper la méfiance vis-à-vis de la réinvention de nouvelles appartenances sociales en lien avec le contrôle des frontières religieuses, l'immutabilité des bastions politiques et les aspirations à l'uniformisation des électors issus des régions précitées. De ce pas, méprisé au détriment de l'évolution et de la transformation des espaces religieux, sa figure de symbole national tend à se dégrader pour le confiner dans les caractères ethnique, régionaliste et musulmane nordiste. Ainsi, à cause de cette identité nordiste musulmane associée au monument-Wambelè, sa présence dans la région du Sud est brandie par ses détracteurs comme indigne et n'ayant plus le même objectif de promotion auprès d'eux. Ce qui est soutenu par ces enquêtés en ces termes :

«(...) A un moment donné, des chrétiens sont venus dire que c'est le masque du Wambelè représenté sur l'université qui était à l'origine de toutes les crises qu'elle a connues. Alors, il fallait enlever ce masque. Moi, je pense que c'était un alibi...La vérité c'est que ces chrétiens étaient des gens proches du pouvoir de Gbagbo Laurent. Et beaucoup de faits se sont entremêlés. D'abord, quand la crise a déclenché, dans le nord occupé par les rebelles, les gens effaçaient les traces de l'Etat. Au Nord, on chassait tous les fonctionnaires qui venaient du Sud, on disait que c'était les fonctionnaires de Gbagbo, les administrations étaient brûlées. Tout ce qui venait du Sud était vu comme étant de l'ennemi. Je pense que dans le Sud aussi tout ce qui pouvait rappeler le Nord était mis à l'écart. C'est dans cette optique que, dans le Sud, des mouvements ont été suscités pour effacer les traces du Nord. Or tu vois, enlever la représentation de ce masque du Nord sur la plus grande et première université de notre pays, c'était un message fort. Ensuite, je pense aussi qu'il y a un problème politique qui se cachait derrière les histoires de nord-musulman et sud-chrétien. Moi, je crois que par cette opposition des régions, c'est

l'extension des bastions politiques des partis en compétition ou en conflits que les gens voulaient mettre en évidence. Donc, s'il s'agit de bastion, les militants proches du pouvoir de l'époque ont commencé à voir la présence du masque à l'université comme une tentative de colonisation du Sud par les gens du Nord, un instrument rappelant leur volonté de domination sur le Sud. Il a été retiré pour se protéger de leur invasion comme on le disait dans le temps... ». Extrait d'entretien avec G, membre du personnel administratif

« (...) A l'époque, les militants des familles politiques au pouvoir et de l'opposition ont commencé à rattacher les religions musulmane et chrétienne à l'origine de leurs leaders : le Nord pour Alassane Ouattara et le Sud pour Gbagbo Laurent. Chaque leader était devenu comme le prisonnier de sa région ou de sa religion et leurs militants faisaient en même temps de ces espaces leurs fiefs au point où l'on pouvait penser que tous les villages, quartiers et villes à dominance musulmane soutiennent Alassane Ouattara. C'est vis-versa. Et c'est comme ça que les militants définissaient leurs camps et voyaient leurs bastions. Je veux dire que toute cette organisation vient des rivalités politiques. Chacun veut protéger son camp et son électorat. Quand le masque a été enlevé au temps de la crise, c'était pour que les militants chrétiens soient solidaires du pouvoir de Gbagbo Laurent. Quand il a été remis à sa place, c'est pour que les militants musulmans soient aussi solidaires du pouvoir d'Alassane Ouattara. Moi, je pense que chaque Président veut marquer son terrain et gagner plus la confiance de ses sympathisants chrétiens ou musulmans ». Extrait d'entretien avec Y, enseignant non syndicaliste

Au regard de tels témoignages, il faut dire que les arguments religieux mobilisés pour le retrait du Wambelè ne peuvent pas être déconnectés d'une relecture des rapports de force entre les acteurs belligérants issus du Nord et du Sud sur l'espace urbain abidjanais et même national in extenso. Parfois souterraine aux enjeux électoraux, sa visibilité ou non sur l'espace universitaire participe à la fois de la reconstruction des types d'appropriation identitaire et des appartenances réelles<sup>14</sup> ou supposées. Du moins, sa présence ou son retrait influencent les perceptions politiques liées aux tendances de domination ethnique ou religieuse dans la ville d'Abidjan.

Mieux, banalisé du fait qu'il soit considéré comme un outil ethnique au compte de l'opposition d'alors, son retrait voulu par le groupe de religieux a pris le sens d'un usage curatif<sup>15</sup> pour l'espace universitaire. Il en est de même pour les idées de la défense de la région du Sud, symboliquement et structurellement assignée « au contrôle » chrétien. Or, avec sa restauration,

<sup>14</sup>Du point de vue des catégories communément établies, l'identité chrétienne était associée à la région du sud et celle musulmane à la région du nord. Dans les processus de fabrication des nouvelles appartenances politiques, la présence de cette symbolique représentant un produit culturel du nord serait un atout pour inciter des marges de manœuvre visant à relativiser et requalifier l'identité chrétienne associée à la région du sud. D'ailleurs, cette idée est présente dans les travaux de Basset (2003 : 18) qui explique ces catégories identitaires établies sur la base des liens entre la religion et la région sont dépassées. Prenant appui sur les données du recensement de 1998, il soutient « que 77 % des musulmans vivaient dans le Sud et seulement 23 % dans le Nord ». Pour lui, Abidjan, la capitale économique du pays regroupait à elle seule 20 % de tous les musulmans du pays. Il en déduit alors que sur la base des déclarations faites aux recenseurs, il y avait alors trois fois plus de musulmans dans le Sud de la Côte d'Ivoire que dans le Nord.

<sup>15</sup> Dans le discours des ces religieux, l'espace universitaire était sous la possession « des esprits du mal qui engendrent la violence et le mal fonctionnement de la vie académique attendue ». Rattachant cette croyance à la présence de la symbolique, son retrait est synonyme d'une sorte d'exorcisation de ce « corps ». Une telle image de « délivrance » et « d'exorcisme » s'applique également aux volontés d'isolement des marqueurs identitaires du nord présents dans le sud du pays. Pour les comprendre, il faut se référer à des actions de mise à l'écart sélectives ancrées dans des logiques de résistances, de luttes contre ce qu'ils considèrent comme une invasion identitaire.

tout se passe comme si la présence du monument est devenue un indicateur pour garantir l'extension des limites du fief du parti assigné aux originaires du Nord. Prenant appui sur cette comparaison, les partisans de son retrait brandissent l'absence d'un produit culturel du Sud dans le Nord du pays pour justifier leurs hostilités contre le monument. Soutenant l'idée d'un marquage identitaire déloyale dans l'aménagement de ces régions, le mépris à son encontre va de pair avec les idées de sa reconversion en un instrument politique favorisant aussi une concurrence déloyale dans la conquête de l'électorat dans la ville. Pour ce faire, son retrait et les contestations formulées contre sa restauration sont synonymes d'un attachement à l'institution de « bonnes » pratiques pour l'animation de la cohésion urbaine. Ainsi, pour ses détracteurs, loin de contribuer à renforcer les liens de solidarité ethnique ou religieux, il y est perçu comme un outil discriminant.

Il ressort aussi des témoignages précités que dans la hiérarchie des villes en Côte d'Ivoire, la promotion du Wambelè est entrée dans une sorte d'urbanisme conflictuel. Au sein de ce type d'urbanisme, les oppositions spatiales et religieuses affirmées autour du monument-Wambelè ne sont que la continuité des rivalités politiques aux plans urbain et national. Entre logiques de conquête, de protection et défense territoriale, sa contestation ou son maintien en lien avec la reproduction des identités politiques ou religieuses n'est qu'une autre facette de luttes urbaines articulées autour des enjeux de visibilité, d'attractivité ou de pouvoir.

#### **4. La symbolique du Wambelè et les croyances de ségrégation urbaine**

Depuis le multipartisme, les rivalités politiques ou l'alternance au pouvoir font apparaître les transformations suscitées dans l'aménagement de la ville d'Abidjan comme allant de pair avec les rapports de forces à l'œuvre dans le premier champ cité. Dans un tel schéma de structuration, les identités de partis dominants ou dominés ne manquent pas de déterminer et de réactualiser celles de la ville. De ce point de vue, par son marquage avec la destruction systématique des monuments édifiés sous d'anciens régimes, l'espace abidjanais offre un terrain d'observation privilégié de cette relation. En arrière-plan de ces faits, c'est plutôt la visibilité des partis au pouvoir ou sortants ou encore leur renommée locale qui sont mises en jeu. Concernant le parti au pouvoir, la construction de sa visibilité au plan national s'aligne sur la promotion de nouveaux marqueurs identitaires locaux. Mais, cette contrainte organisationnelle tend à positionner lesdits marqueurs comme des ressources partisans en lieu et place d'atouts participant à renforcer l'identité de la ville. En dehors des logiques consensuelles, les rivalités politiques ont permis d'activer un travail militant autour des monuments de la ville. Leurs

présence ou retrait sont révélateurs de différents processus d'inégalités urbaines. Ces processus sont d'ailleurs encouragés ou dénoncés de part et d'autres du parti au pouvoir et de la famille politique du régime sortant (Houédin et N'Guessan, 2018b).

Appliquant cette analyse au monument qui fait l'objet de cette étude, il faut dire en effet que, bien avant la destruction<sup>16</sup>des monuments édifiés sous le régime de Laurent Gbagbo, le retrait du Wambelè a été un sujet de déception<sup>17</sup> et de revendication<sup>18</sup> des « originaires du Nord » auprès de ce dernier. Avec la rénovation post-crise de 2011, a émergé une nouvelle forme d'organisation spatiale marquée par la conservation ou l'édification d'autres monuments. Ces derniers portent les référents du pouvoir en place (Houédin et al, 2018) ; faits ou méfaits décrits par les partisans du régime déchu comme allant à l'encontre de la valorisation de la diversité culturelle au sein de la ville et ne lui donnant pas ainsi une allure inclusive. Témoignant ainsi des rapports à la ville construits autour de la restauration du monument en termes de pouvoir, de contrôle de l'espace et de leur réduction à des faits de ségrégation urbaine, ces enquêtés affirment :

« Le masque qui a été représenté est un élément culturel de la Côte d'Ivoire. Mais, avec le rattachement des groupes ethniques ou des régions à chaque parti politique, voir le Wambelè, un masque du Nord, représenté sur la plus grande université de Côte d'Ivoire, cela est devenu une autre histoire de combat pour préserver leur base [parlant de bastion]. Moi, je pense que les conflits politiques ont aussi renforcé cette façon de voir les choses. A ce niveau donc, la question de l'intégration nationale a été oubliée. C'est plutôt le symbole culturel du Nord, cette région qui est considérée comme le bastion du parti au pouvoir, qui est valorisé dans le sud autrefois considéré comme bastion du régime sortant. C'est comme si le parti au pouvoir veut dire que c'est un nouveau terrain acquis. Donc, il n'y a rien en face. Voir le monument rénové, ce n'est pas fortuit. Ils ont gagné la bataille et c'est normal de marquer leur terrain... » Extrait d'entretien avec Y, ancien leader de syndicat d'étudiants.

« ...Tout cela vient de la crise. On a vu un peu comment la Côte d'ivoire était divisée, coupée en deux entre le Nord et le Sud : c'était des oppositions idéologiques et cela a peut-être pesé un peu sur la façon de repenser la place et de voir tout ce qui venait du Nord ou du Sud. Dans le Nord, on effaçait les traces de l'Etat, autant dans le Sud, on effaçait les traces de tout ce qui venait du Nord. C'est dans cette optique que jusqu'en 2011 le Wambelè n'était plus visible sur l'espace universitaire de Cocody. Au Nord, on chassait tous les fonctionnaires d'origine sudiste. On disait que c'était les fonctionnaires de Gbagbo, les administrations étaient aussi brûlées. Je pense que dans le Sud aussi tout ce qui pouvait rappeler le Nord était mis à l'écart. Après la crise, lorsque les gens du Nord sont arrivés au pouvoir, ce symbole de leur région est carrément

<sup>16</sup> Les monuments en question ont été détruits depuis l'annonce de la chute du régime de Gbagbo Laurent (Lire Houédin et N'Guessan, 2018a)

<sup>17</sup> Cette déception a été provoquée par le lien établi entre le retrait du monument, le mépris constaté à son égard et la stigmatisation des populations du nord comme les « rebelles ». De cette stigmatisation, découle plus loin la confusion autour d'acteurs « rebelles » venus du nord pour déstabiliser le régime de Laurent Gbagbo et le rejet des référents identitaires de cette région.

<sup>18</sup> L'enquête a révélé qu'après le retrait de la couronne du monument c'est-à-dire la symbolique du Wambelè en 2004, certains cadres du nord se sont organisés pour rencontrer le Président Laurent Gbagbo afin de plaider pour sa restauration.

réapparu à l'université. Tout cela a aussi un impact sur la façon de comprendre le pouvoir dans la ville. Tout est mis en œuvre pour montrer qu'elle est stratégiquement contrôlée par le parti au pouvoir » Extrait d'entretien avec G, enseignant

Dans le processus de reconstruction post-crise, les rapports spécifiques produits autour de l'emblème de l'université Félix Houphouët-Boigny (ex université de Cocody) confirment la permanence des rivalités politiques en son sein. Ainsi, par la restauration du monument, la croyance en une stratification sociale liée à la perte ou à l'acquisition du pouvoir est venue surplomber son caractère embellissant de l'espace universitaire et de la ville d'Abidjan. A preuve, classé au rang d'instruments du pouvoir en place par les sympathisants du régime sortant, son nivellement et sa restauration sont inversement mobilisés par ces derniers pour dénoncer à nouveau le prétexte d'exclusion dont les « originaires du Nord » seraient victimes à l'époque où leur parti était dans l'opposition. Ils mettent alors en relief la présence historique de cet emblème qui a traversé plusieurs régimes politiques pour confronter les positions irréductibles de rejet qu'aurait subies les « originaires du Nord ». Il en est de même des « faux alibis » encouragés pour soutenir les tentatives de sécession entre le Nord et le Sud du pays. Pour eux, cette restauration du monument est le signe d'une « guerre injuste » qui leur a été déclarée. La mémoire de cette « guerre injuste », les représentations et les usages du monument pour sa reconstitution sont illustrés dans ce discours ci-après :

« Le nivellement du monument, je le vois positivement et je trouve qu'il est toujours à sa place dans notre université. C'est bien de l'avoir restauré... Donc, tout ce qu'ils ont dit est faux, leur théorie est bancale, elle est fautive dès l'instant où depuis longtemps il y avait ce seul exemple de ce symbole dans le Sud. C'est pour cela que j'en parle avec force. L'aveuglement a fait dire qu'ils étaient exclus, or la preuve est là : jusque dans les symboles ils ne sont pas exclus. Ils sont coincés surtout que tout le monde voit et considère cet emblème comme une partie intégrante de la nation... » Extrait d'entretien avec P, enseignant à la retraite

Dans la continuité des perceptions de la ségrégation urbaine, les sympathisants du régime sortant, soutiennent plus loin que la visibilité du monument est devenue un moyen de pression dont dispose le parti au pouvoir pour divers usages partisans. Pour ce faire, d'une part, sa restauration après la crise militaro-politique de 2011 est associée à l'idée selon laquelle le pouvoir en place est d'origine nordiste. L'objectif visé est de démontrer que la promotion du monument a été transformée en une ressource à caractère ethnique et non plus national. Celui-ci en dispose pour imposer sa notoriété dans la ville d'Abidjan. D'autre part, au-delà d'être imposé comme un outil de réconciliation nationale, il est relativement remis en relief pour neutraliser la pérennisation des idées comme celle selon laquelle l'identité de la ville aurait été déjà conquise et enfermée dans celle du parti de leurs prédécesseurs. Ce qui s'accompagne aussi d'une primauté de droits à refaire de la transformation des marqueurs comme le Wambelè, un

critère de valorisation de sa nouvelle figure. Dénoncée pour des usages ségrégationnistes, pour eux, cette façon de faire se construit soit comme le résultat d'une « forte » attractivité du parti au pouvoir, soit encore comme le résultat de son triomphe politique au cours des deux dernières décennies. Tout concourt pour lesdits sympathisants du régime sortant à montrer que, depuis la période de reconstruction post-crise, le monument est mobilisé pour marquer au sein d'un nouveau type-idéal de renouvellement urbain l'image d'une ville réacquise à la cause du pouvoir en place. Celle-ci serait d'ailleurs identifiée comme un nouveau fief musulman, un bastion du RHDP<sup>19</sup> dans un champ anciennement brandi comme le bastion de ces adversaires politiques.

Pourtant, du côté du pouvoir en place, il entend tout simplement fonder sa légitimité politique au sein de la ville par la promotion de nouvelles formes urbaines et la valorisation de nouveaux<sup>20</sup> symboles identitaires. Entre résilience et restauration du droit de ses partisans, le nivellement du monument participe d'une nouvelle offre de gouvernance urbaine qui vient supplanter les anciennes proposées par leurs prédécesseurs. Dans cette offre, la standardisation et l'uniformisation des fabriques identitaires sur les modèles ethnique, religieux ou politique ne se sont que réinscrits dans les logiques de construction, de déconstruction et de reconstruction d'appartenances partisans autour du monument-emblème. Réaffiliée au pouvoir en place, l'identité de ce dernier est donc entrée dans un modèle de structuration sociopolitique dont la propagande dans ce champ qualifie de « rattrapage ethnique »<sup>21</sup>. Ce qui leur permet de soutenir que le nivellement du monument est devenu non seulement une ressource pour témoigner du succès des revendications ethniques formulées avant la crise militaro-politique dans la Charte du Nord mais aussi, pour témoigner du triomphe de leur lutte politique.

---

<sup>19</sup> RHDP : Rassemblement des Houphouëtistes pour la Paix ». Cette coalition politique a été créée en 2005 à la faveur des enjeux électoraux du moment. Elle était composée de cinq (5) partis dont le PDCI (Parti Démocratique de Côte d'Ivoire), le RDR (Rassemblement Des Républicains), l'UDPCI (Union pour la démocratie et pour la paix en Côte d'Ivoire), le MFA (Mouvement des Forces d'Avenir) et l'UPCI (Union Pour la Côte d'Ivoire). Ces derniers se réclamaient tous comme héritiers du Président Houphouët Boigny (premier Président de la République de Côte d'Ivoire) et entendaient par-là pérenniser ses projets d'unification de la nation ou du vivre ensemble. Ayant pour chef de file Alassane Ouattara. Actuellement, malgré le retrait de plusieurs partis, elle est toujours maintenue comme la force politique au pouvoir.

<sup>20</sup> Houédin et N'Guessan (2018 b) ont fait remarqué la construction de nouveaux édifices faisant la promotion de l'identité du parti au pouvoir.

<sup>21</sup> Lire Niava et N'Drin (2017). Dans cette étude, pour les rivaux du pouvoir en place, l'entretien du monument par celui-ci renvoie à une nouvelle façon de concevoir la spécificité des marques identitaires dans la ville ou dans le pays.

### 5. Le maintien du monument-emblème et l'actualisation des « pactes politiques »

Retiré de l'espace universitaire depuis 2004, ce n'est qu'en 2011, sous le coup de la rénovation de l'université que le monument-Wambelè y fut restauré. Réapparu sous un format renouvelé, cette œuvre n'a pas manqué d'être célébrée avec la rebaptisation de l'université du nom de Félix Houphouët-Boigny. Malgré les critiques dites partisans portées à son encontre, ce maintien du monument ainsi que le rebaptême de l'université sont proposés comme autant de références et de repères utiles pour la consolidation du pouvoir en place. Avec une telle mise en contexte, les idées fondatrices de ces références n'ont pas aussi manqué d'être revivifiées de sorte à réactualiser des faits historiques qui lui donneraient du sens, de la reconnaissance et du crédit.

En outre, il faut dire que cette façon de faire ne reprend que les procédés de la légitimation identitaire à travers les figures d'ancêtres fondateurs (Memel Foté, 1991). Ainsi, en arrière-plan du nivellement du monument-Wambelè et du rebaptême de l'université, se cachent les hommages conjointement rendus au patriarche Gbon Coulibaly et au Président Félix Houphouët-Boigny : le premier en tant que symbole du militantisme nordiste et le second, en tant que « Père de la nation ». Il s'agit là, de rappeler à travers la restauration du monument les « liens forts » historiquement construits et entretenus entre ces deux « grands » acteurs de la vie politique du pays. Ce faisant, l'université passe pour être un lieu de mémoire dont l'enjeu reste de cimenter les rapports entre les « dignes » héritiers des œuvres de ces deux personnalités. En tant que stratégie politique, trois sens surgissent d'une telle manœuvre : d'abord, invoquer la mémoire de ces deux figures emblématiques sur l'espace universitaire est déterminant pour traduire la réappropriation<sup>22</sup> de l'œuvre du « Père de la nation » et assurer sa continuité par ces « fidèles héritiers ». Il s'agit également dans ce schéma d'actualiser et de reproduire les « pactes » socio-politiques qui ont pu apporter un sentiment d'unité dans le pays.

Pour éviter que ces ancêtres soient déshonorés, leur mémoire est mise en rapport avec les questions de distinction, de traditions politiques et parfois même de la reprise du contrôle des alliances politiques et régionales telles qu'envisagées par eux. Il s'agit là de repositionner le monument-Wambelè dans un cadre collectif partagé, d'user de ce capital collectif pour réactualiser son caractère national et des volontés de sa promotion concertée au plan international comme symbole de la « nation réunifiée ». Sous ce rapport, le Wambelè-emblème apparaît comme un patrimoine hérité de ces figures

---

<sup>22</sup> L'image du Président sortant Gbagbo Laurent est dans cette logique perpétuée comme l'opposant historique à la gouvernance de Felix Houphouët-Boigny.

emblématiques. L'usage de plus en plus affiché du RHDP pour témoigner de la majorité politique dans la ville ou même dans le pays ne vient en ce sens que pour réhabiliter le caractère national et inclusif de la présence de cette symbolique sur l'espace universitaire.

Si l'enjeu visé est surtout la reproduction de l'idéologie de l'unité dans la diversité prônée sous le parti unique, au-delà de cet aspect, le nouveau pouvoir tente d'abord de mobiliser cette ressource pour s'assurer de la loyauté de son électorat dit nordiste. Ensuite, il la convoque pour reconsolider la fidélité de ses alliés et de leurs sympathisants autour des objectifs généraux de leur famille politique qu'est le RHDP. A ce niveau, il ne manque de se forger une notoriété en invoquant les arguments de justice<sup>23</sup> pour soutenir la restauration du monument. Enfin, pour lui, dans ce contexte de reconstruction post-crise, la ville d'Abidjan doit aussi se donner une reconfiguration singulière de ville nouvelle dont les propriétés restent de toutes pièces construites à travers l'histoire des alliances politiques. Pour ce faire, elle ne doit pas perdre de vue le renouvellement de ses valeurs de ville nouvelle de ville nouvelle en les actualisant au détriment des rivalités politiques. En conséquence, la légitimité du monument sur l'espace universitaire doit d'une part conduire à une lecture des fondements du pouvoir en place et de ses choix de produits culturels voulus pour la valorisation de nation et d'autre part, redéfinir dans la sélection de ses ressources les avantages promotionnels pour la cohésion nationale. A ce propos, cet enquêté soutient :

« Au temps du Président Gbagbo, le masque [parlant de la symbolique du Wambelè] n'était plus là. C'est après la crise postélectorale, en 2011 qu'il est réapparu. On peut donner quelques raisons politiques pour justifier cette restauration du masque. Nous sommes actuellement en 2022 et le pouvoir actuellement en place en Côte d'Ivoire est caricaturé comme un régime venant du Nord. Donc, ce n'est pas surprenant de voir le retour du masque. C'est aussi une manière de rehausser leur image. La présence actuelle de ce masque ne dépend même pas des autorités actuelles de l'université. Je pense que cela a toujours été ainsi. (...) Je me rappelle, je lisais un document où il y a une photo du Président Houphouët-Boigny près d'un Monsieur en boubou. Il l'écoutait attentivement. On sentait que c'est le Président qui faisait des mouvements vers lui. En lisant, j'ai découvert que c'est le chef de Korhogo, un certain Péléforo Gbon. Après la lecture de ce document, je me suis demandé quel était le rapport entre le Président Félix Houphouët-Boigny et ce patriarche. On sent par cette image que les deux étaient très liés. (...) Est-ce que l'installation de ce masque à l'université ici ne répondait pas à une logique de matérialiser un pacte entre ces deux personnalités ? Puisque l'université porte le nom Félix Houphouët-Boigny et le symbole de cette université est représenté par ce masque du Nord, je pense que dans leur relation, on peut trouver des liens forts qu'il faut toujours préserver pour l'unité du pays. C'est tout le sens de la présence de ce masque à l'université » Extrait d'entretien avec Y, ancien leader de syndicat d'étudiants.

---

<sup>23</sup> A cet effet, la restauration du monument-emblème est brandie comme le signe de la rupture d'avec les formes de promotion partisane de patrimoine culturel dit à caractère national. Son retrait sous le régime de Gbagbo Laurent est donc taxé d'un acte manqué, un signe de la mise à l'écart des « originaires du Nord », une preuve de mauvaise gouvernance, de perturbation de la cohésion urbaine et/ou nationale.

En tant qu'offre politique dont l'objectif est de promouvoir une cause nationale, la revalorisation du monument se fait dans la même veine que celle du RHDP. Dans l'imaginaire politique de la ville, ces deux formes de promotion se substituent l'une à l'autre au point de surpasser les divergences politiques entre alliés et de faire passer sous silence leurs référents ethniques. Si l'idée est de faire valoir cette coalition comme la seule garante des valeurs de solidarités ethnique et régionale historiquement voulues au pays, la visibilité de ce monument, emblème de sa première université, demeure toujours le signe de la cohésion recherchée. Elle atteste de la matérialité de slogans significatifs comme : « la Côte d'Ivoire, une et indivisible » et « la Côte d'Ivoire : plusieurs ethnies, une nation ». Cette re-visibilité du monument plus importante pour démontrer que les frontières spatiales, religieuses, géographiques et politiques établies lors de la crise militaro-politique sont dépassées. Qu'elles soient réelles ou supposées, les tentatives de bipolarisation entre les régions du Sud et du Nord et les idées sécessionnistes<sup>24</sup> qui les accompagnent y sont découragées au profit du processus de la réconciliation nationale.

#### **6. La symbolique du Wambelè : des crises académiques au rappel du « contrat de performance » dans la gestion de l'université**

Du point de vue académique, les conflits<sup>25</sup> associés à la présence du Wambelè à l'université Félix Houphouët Boigny sont reconstruits comme source de revendications<sup>26</sup> d'excellence dans la formation des étudiants (Lanoue, 2003). La récurrence de ces conflits et les différents usages qui en ressortent ont laissé des signes distinctifs qui montrent l'université comme un champ de tensions orchestrées de toutes pièces. Les acteurs qui les animent leur donnent sens, les entretiennent ou abandonnent leurs luttes en fonction d'enjeux contextuels plus ou moins affichés (Proteau, 1996). Sous ces rapports, de tels conflits ne doivent surtout pas faire oublier la vertu du savoir qu'incarne cette symbolique, mais doivent contribuer à la réévaluer et à lui donner le rayonnement attendu par ses promoteurs. Si donc par l'expérience des grèves, il est apparu dans l'imaginaire national que l'université a manqué à ses valeurs en s'illustrant de

<sup>24</sup> Allusion est toujours faite à la «Charte du Nord » : Cet élan réconciliateur est l'un des critères initiaux de sa promotion : le laisser transparaître au-dessus des divergences politiques, des différences régionales et des poussées séparatistes, discriminantes et exclusionnistes.

<sup>25</sup> Il existe deux sortes de conflits sur l'espace universitaire : les conflits entre les factions syndicalistes d'étudiants d'une part et les conflits suscités entre ces derniers, le personnel enseignant et l'administration à charge sa gestion. En ce qui concerne ce travail, l'accent est mis sur le deuxième type de conflit.

<sup>26</sup> Les facteurs révélés des crises passées ont singulièrement dévoilé que la formation à l'université est affectée. Devenus d'ailleurs une préoccupation permanente pour les syndicats d'étudiants et d'enseignants, ils donnent l'air d'un système de crises héritées. Pour N'Zi (2015), les revendications sans cesse formulées par ces catégories d'utilisateurs sont les preuves du mépris et d'une volonté politique réelle d'affaiblir les Universités publiques.

façon inattendue par les flux de tensions, le Wambelè a aussi été mis au banc des accusés dans la fabrique de ce déshonneur.

Contrairement à une telle opinion, l'enquête permet de montrer qu'au-delà des conflits relevés, l'enjeu de l'excellence met plutôt à l'honneur cet emblème dans les revendications soumises à ses gestionnaires. A titre d'exemple, pour ce leader de syndicat d'enseignants, la présence de la symbolique du Wambelè devrait à tour de rôles stimuler les différentes équipes dirigeantes qui ont eu la charge de gérer l'université à y renforcer les droits communs à une formation de qualité. De même, pour ne pas paraître comme une entreprise « fragile », le Wambelè ou le « Poro », ancrage institutionnel qui la met en valeur, doit la conditionner à être une des meilleures en termes de formation des étudiants, d'éducation à la citoyenneté et aux respects des valeurs de cohésion urbaine et/ou nationale. Dans cette logique, les équipes en charge de sa gestion doivent sans cesse rechercher le perfectionnement de cette formation en l'adaptant à l'évolution constante des nouvelles technologies, au renforcement des infrastructures et de ses équipements et à son adaptation aux exigences du marché de la formation universitaire au plan international.

Du moins, afin de travailler contre les clichés d'ethnicisation de groupes dans le développement endogène et promouvoir l'égalité des cultures au plan national, les propriétés du Wambelè doivent participer à remodeler aussi bien le plan de reconstruction de la performance de l'université que de son climat organisationnel. Plus loin, elles doivent devenir des indicateurs pour vérifier les progrès accomplis dans la recherche de cette performance et la production de résultats valorisants. Ces derniers doivent également accompagner ou être d'ailleurs l'illustration des réformes appliquées. Mieux, ils doivent traduire les revendications universitaires soutenant la défense des innovations allant dans le sens de renouveler le « contrat d'excellence » dans lequel l'université doit se faire valoir. Cette vision est essentiellement partagée aussi bien par les syndicats d'enseignants que ceux d'étudiants qui en donnent les témoignages suivants :

« Le Wambelè est le masque du savoir, mais il n'a pas de signification sur notre université. Aujourd'hui, c'est l'anarchie qui règne partout jusque dans les cités universitaires. Le savoir n'est plus sacralisé. Ce n'est même pas une priorité et ce savoir dont on parle, pour lequel le symbole de ce masque a été choisi comme emblème n'intéresse personne (...) C'est pourquoi je dis que l'emblème est désacralisé. Dans le temps, il était dit que c'est le Wambelè qui perturbait l'université. Alors, il y a eu des séries de grèves, des perturbations à l'université dans les années 1990, 2002, 2003, 2004. La violence régnait beaucoup à l'université. Pourtant, je pense que le symbole de ce masque y a sa place. C'est l'interprétation ou la connaissance qui en découle que nous ne mettons pas à profit. Et, c'est à ce niveau que se pose le problème. Si nos revendications sont pour donner plus de crédit à la formation dans notre université, alors qui



fait honneur à cet emblème ? Le syndicat ou ceux qui ne réagissent pas pour que les choses changent ? Aujourd'hui, notre université est mal classée au niveau international et pourtant nous avons comme emblème un symbole de nos traditions qui porte la figure du savoir et de la connaissance ». Extrait d'entretien avec V, responsable de syndicat d'enseignants

« La violence au sein de cette université vient du déficit structurel ou des situations d'insatisfaction qui entraînent les acteurs de l'enseignement ou les syndicats à revendiquer. C'est ce qui entraîne les violences au sein de l'université. C'est la réponse de l'Etat qui entraîne ces violences parce que ce sont des grèves, des manifestations, des protestations qui se transforment en violence. Pour ma part, le Wambelè est accusé pour rien, mais les autorités de l'université doivent s'accuser elles-mêmes de ne pas encore trouver la formule pour montrer le lien entre les valeurs de ce masque et celles souhaitées dans la formation académique » Extrait d'entretien avec Y, ancien leader de syndicat d'étudiants.

Ces différents discours apportent un éclairage sur les supposés aspects de la mal gouvernance de l'université et de la dégénérescence du savoir qu'elle est censée promouvoir. Mais, cette mal-gouvernance perçue n'empêche pas pour autant que les principaux acteurs de l'université rencontrés, c'est-à-dire les syndicats d'étudiants, d'enseignants et ses gestionnaires de voir à travers les propriétés du Wambelè une véritable valeur de repère d'excellence. D'ailleurs, ces derniers, avisés par les signes progressifs d'un échec<sup>27</sup> en la matière, émettent le vœu de voir que le traitement préférentiel initialement voulu à cette symbolique soit perpétué par des stratégies de résilience. Pour eux, celles-ci contribueraient à la relance de l'actualité de sa promotion non seulement au sein l'université Félix Houphouët-Boigny mais aussi, aux plans urbains que national. En tant que réponses attendues pour rehausser son image, ces stratégies de résilience peuvent selon eux, contribuer non seulement à relancer sa compétitivité mais aussi, son repositionnement dans la sphère des universités performantes au plan international. Le but est de parvenir à faire table rase de tous les débats suscités autour de ce monument et de valoriser plutôt ses propriétés de sorte à repositionner l'université dans le sens de la compétitivité et de performance qu'elle incarnait dans le passé. Ces dernières doivent d'une part, déboucher sur « de profondes » mutations dans le système de formation et d'autre part, inciter aussi bien le personnel enseignant que l'organe de gestion et les étudiants à relever les multiples défis de son impact sur le développement et la consolidation de la cohésion nationale. C'est d'ailleurs cette argumentation que soutient cet enquêté quand il explique :

« L'université de Cocody est devenue aujourd'hui l'université Félix Houphouët-Boigny. C'est la première depuis l'indépendance et le choix du Wambelè comme son emblème est aussi une mission pour elle. Je veux dire que si le Wambelè a été choisi, c'est que ses propriétés doivent avoir un impact sur l'université et la société ivoirienne. Tout commence dans la formation. Ce

<sup>27</sup> Ces dernières années, le constat permanent de l'absence des universités ivoiriennes parmi les meilleures du continent africain a été observé. A ce niveau, au dernier classement des universités les plus performantes, la Côte d'Ivoire figure à la 197ème place sur les 200 meilleures universités confrontées dans le champ de l'enseignement supérieur en Afrique (Lire Kouadio, 2021).

qui veut dire qu'on doit retrouver dans nos manières de former des valeurs africaines de sorte à avoir une réputation de « grande université ». La particularité de notre formation telle que voulue par les aînés qui ont fait le choix du Wambelè, c'est de concilier la tradition et la modernité. Or dans le « Poro », c'est la soumission. L'université quant à elle, c'est la contradiction. Il faut donc trouver une équation pour faire la transition entre le cadre de soumission et de la contradiction dans l'apprentissage du savoir. C'est ce problème qui n'est pas encore résolu aujourd'hui. Sinon, là-bas [parlant du champ d'initiation du Poro], je pense que tout fonctionne bien. (...) Nous ne devons pas oublier ce cadre qui a été tracé et ses normes de fonctionnement. En dehors de ce cadre, il n'y a plus de repères. (...) Donc, au niveau du Wambelè, la formation est de type initiatique : il y a le rapport entre le Maître et l'initié dans la transmission du savoir et le respect des mœurs qu'il faut conserver. Il appartient à l'Etat de conserver ces valeurs dans les réformes de l'université, de les actualiser et de savoir les intégrer dans le développement de la nation. La manière de fabriquer les acteurs du développement dans la société traditionnelle doit servir de repère à travers le Wambelè, revue et adaptée pour ceux de l'administration moderne » Extrait d'entretien avec R, enseignant non syndiqué

Pour cet enquête, réduire l'écart entre les propriétés pour lesquelles la symbolique du Wambelè est maintenue sur l'espace universitaire et la formation proposée par l'université sont pensées comme la stratégie adéquate visant à faciliter la « meilleure » préparation de ses apprenants à l'insertion professionnelle. Aussi, c'est par elles que faut-il trouver les normes idéales pour le renouvellement non seulement de la performance de l'université en tant qu'institution, mais aussi de son impact sur la construction de la nation. Au commencement d'un tel projet qui fut assigné à l'université, lesdites propriétés ont été toujours présentes, servant d'indicateurs de performance. Méconnues à un moment donné, en elles et par elles demeurent toujours la solution de la compétitivité de l'université. Ainsi, derrière les crises qu'elle a connues dans sa gestion, se trouvent les visions de plus en plus convergentes de la reconsidération desdites propriétés et la confiance placée en elles pour la reconstruction d'une université concurrentielle.

Face à une telle opinion, le nivellement du monument ne manque pas de donner force à des pratiques défensives où le statut d'emblème du monument est convoqué pour justifier diverses pressions de grèves : d'abord, celle de rappeler le respect du « contrat de performance » dans la gestion de l'université ; ensuite, celui de son repositionnement ou de son érection en ressource permanente pour donner l'alerte contre la dégradation de ce « temple du savoir » qu'est l'université ; enfin, celui de construire l'urgence « d'un sentiment de solidarité nationale » autour d'un tel risque. Sous ces rapports, la vague de revendications syndicalistes paraît légitime et propre à traduire les résistances à la dévaluation des propriétés du Wambelè comme emblème. D'ailleurs, de par le baptême historique de l'université comme le « Poro national » (Houédin, op cit), le « bon usage » de propriétés du Wambelè ne peut que lui donner de la valeur en réduisant les écarts vis-à-vis d'elles.

D'un autre point de vue, l'idée de résilience associée à la restauration du monument n'est pas anodine. Elle prend son sens dans la confrontation des enjeux de prestige et de compétitivité actuellement recherchés pour l'université à ceux qu'elle a connus dans le passé. En effet, selon certains propos d'enquêtés, dans le passé, les prémices de l'excellence avaient été annoncées par un éveil de la formation académique. Cette période d'éveil a donné lieu à de « grands débats d'idées» et d'invitation de professeurs de renom pour des débats dans diverses disciplines. Le rôle de l'université ainsi que le prestige qu'elle a acquis dans la sous-région ouest-africaine ont de plus en plus dévoilé sa valeur à travers son impact sur le développement politique, culturel, régional et la mise en œuvre d'actions de cohésion nationale. Ces anciennes pratiques étaient de nature à hausser l'image de cet emblème. Leur perte progressive porte les germes de la dévaluation du niveau de formation universitaire.

### Conclusion

Bien qu'historiquement brandi par le parti unique comme un support de formation d'une identité collective et comme outil de développement, le monument-emblème de l'université Félix Houphouët Boigny est inscrit par l'actualité contemporaine dans le registre des marqueurs identitaires sous tension en Côte d'Ivoire. Sous ce rapport, les leçons tirées de la présence, du retrait et de la restauration de ce symbole sur l'espace universitaire ont permis de rendre compte de pratiques majeures allant dans le sens des luttes politiques, de la construction et de la déconstruction de légitimité urbaine, de la reconstruction de pouvoir et d'actions mémorielles. Au demeurant, les enjeux associés au déclassement et au reclassement d'un tel emblème dans le champ académique ne manquent pas de le pérenniser comme un investissement propre à soutenir la compétitivité de l'université. Pourtant, méprisées et laissées pour compte, elles restent semblables à des valeurs ignorées et écartées dont l'université ne fait plus cas ni dans la reconstruction de sa performance, ni encore dans la fabrique de la citoyenneté chez ses apprenants.

Confronté à une perte de valeur, le Wambelè, ce patrimoine culturel transformé en emblème universitaire est ainsi relégué à une expérience de politique n'apportant aucune valeur ajoutée dans la gouvernance de l'université et pour son rayonnement scientifique. Devenu un marqueur sous tension, sa promotion a systématiquement glissé vers les expressions d'un échec progressif en matière de promotion d'Abidjan comme une ville inclusive et reste par-delà ce fait un indicateur de la fragilisation de l'unité nationale. L'étude ouvre ainsi une brèche sur l'intérêt et la légitimité des « biens patrimoniaux » dans le renouvellement urbain.

## BIBLIOGRAPHIE

BABO A. (2012). « L'étranger » à travers le prisme de l'ivoirité : retour sur des regards nouveaux », in *Migrations Société*, 124, vol. 24, pp 99-120

BOA R. (2009). « L'ivoirité et l'unité africaine » in YEO S (éd), les Etats-nations face à l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest : le cas de la Côte d'Ivoire, Karthala, pp 47-63

BANEGAS R, LOSCH B. (2002). La Côte d'Ivoire au bord de l'implosion, in *Politique africaine vol 3, N° 87*, pp 139-161.

BASSETT T J. (2003). « Nord musulman et sud chrétien » : les moules médiatiques de la crise ivoirienne, in *Afrique contemporaine*, V 2 n° 206, pp 13 – 27

BLANCHET A et GOTMAN A. (1992). L'enquête et ses méthodes : l'entretien. Nathan, Paris, 128 p

BOURDIEU P. (1977). Sur le pouvoir symbolique, in: *Annales. Economies, sociétés, civilisations*. 32<sup>e</sup> année, N. 3, pp. 405- 411.

BRITO O, PESCE S (2015). De la recherche qualitative à la recherche sensible, in *Spécificités* V 2 n° 8, pp 1-2. <https://www.cairn.info/revue-specificites-2015-2-page-1.htm>

CAKPO E. (2020). Vandalisme et déboulonnage de statues mémorielles : l'histoire à l'épreuve de la rue, in *The Conversation du 15 Juin*, <https://theconversation.com/vandalisme-et-deboulonnage-de-statues-memorielles-lhistoire-a-lepreuve-de-la-rue-140761>

CALENDA (2021). « L'éthique dans les recherches en terrains sensibles », Appel à contribution, *Calenda*. <https://calenda.org/875435>

CHAVANETTE L. (2020). Déboulonnage de statues : La Révolution française avait ouvert la boîte de Pandore, in *Le Figaro du 16/06/* <https://www.lefigaro.fr/vox/societe/deboulonnage-de-statues-la-revolution-francaise-avait-ouvert-la-boite-de-pandore>

DUBOIS J, DURAND P et WINKIN Y. (2013). « Aspects du symbolique dans la sociologie de Pierre Bourdieu », in *Contextes*, Varia, <http://journals.openedition.org/contextes/5661>; DOI

GAULME F. (2001). L'ivoirité, recette de guerre civile, in *Etudes* n°3943, pp.296-297

HOUEDIN B (2022). « Wambelè » ou le monument emblème de l'université d'Abidjan : des impératifs de développement aux enjeux de la ville nouvelle (1960-1990), in *Revue Djiboul N 004, Vol.2*, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire, pp 364-381

HOUÉDIN B, N'GUESSAN D. (2018 a). « Les monuments sculptés de la ville d'Abidjan : de l'embellissement urbain à la lutte politique (2002-2013) », *Revue DEZAN*, Numéro 014, pp.115-136

HOUÉDIN B, N'GUESSAN D. (2018 b). « Droit à la ville et démolition de monuments : étude de cas dans la ville d'Abidjan, in *Revue Interdisciplinaire*, Vol 2, N°1, 21 p

HOUÉDIN B, N'GUESSAN D, FOFANA M. (2018). « « Monument des martyrs » dans la ville d'Abidjan : de la reconnaissance urbaine à la légitimation politique (2002 à 2010) », in *L'ogbowu, Revue des Lettres, Langues et Sciences de l'Homme et de la Société* N° 005, pp.443-466

HUGON P. (2003). « La Côte d'Ivoire : plusieurs lectures pour une crise annoncée, in *Afrique contemporaine*, vol 2 n° 206, pp 105 -127

KOUADIO JB. (2021). Top 100 des universités africaines : Aucune université ivoirienne classée. <https://news.abidjan.net/articles/699174/top-100-des-universites-africaines-aucune-universite-ivoirienne-classee>

LANOUE É. (2003). L'école à l'épreuve de la guerre Vers une territorialisation des politiques d'éducation en Côte d'Ivoire ? In *politique africaine* n° 92 - Karthala, pp 129- 143

MISHA (2015). « Territoires d'élection(s) ». L'espace du politique en recomposition, Appel à communication, Maison Interuniversitaire des Sciences de l'Homme d'Alsace MISHA Université de Strasbourg, [https://sciences-sociales.unistra.fr/uploads/media/AAC\\_Territoires-Misha2.pdf](https://sciences-sociales.unistra.fr/uploads/media/AAC_Territoires-Misha2.pdf)

LAZZERI C. (2013). « Identité et appartenance sociale », in *Tracés. Revue de Sciences humaines* n°3, p. 73-102. <http://journals.openedition.org/traces/5705>

MEMEL-FOTE H. (1991). Des ancêtres fondateurs aux Pères de la nation : introduction à une anthropologie de la démocratie - XIIIe Conférence MarcBloch, in *Cahiers d'études africaines*, vol. 31, n°123, pp. 263-285

NIAVA B. L et N'DRIN DHAIBOUT R. (2017). L'interprétation idéologique du concept de « rattrapage ethnique » dans la presse écrite des partis politiques en Côte d'Ivoire (2011 à 2015), in *European Scientific Journal*, Vol.13, No.20, pp 264-285

N'Zi S-N. (2015). Côte d'Ivoire: La crise ivoirienne et la déstabilisation de l'université, in *Ivoire Business/ Débats et Opinions*, <https://www.ivoirebusiness.net/articles/côte-d>.

OUATTARA S. (2017). L'emblème de l'Université sur le banc des accusés pour « violences occultes » en milieu scolaire et universitaire en Côte d'Ivoire, Résumé colloque 7th European Conference on African Studies. <https://nomadit.co.uk/conference/ecas7/paper/37818>

PROTEAU L. (1996) . Ecole et société en Côte-d'Ivoire : les enjeux des luttes scolaires (1960-1994), Thèse de Doctorat de Sociologie de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales 677 pages

RAYNAL S (2005). En Côte-d'Ivoire, « les forces du bien contre les forces du mal », in *Hérodote* n° 119 (4), Les évangéliques à l'assaut du monde, pp 111-128

RONDEAU K et PAILLE P. (2016). L'analyse qualitative pas à pas : gros plan sur le déroulé des opérations analytiques d'une enquête qualitative, in *Recherches qualitatives*, 35(1), pp. 4-28

SANDLAR C. (2005). « Le national-régionalisme de la charte du Nord », in *Outre-Terre* vol 2 n°11, pp. 295-307.



THIBAUT L.T. (2012). Les conceptualisations du pouvoir de Bourdieu et quelques-unes de leurs applications au management, 19 p. <https://www.psychanalyse.com/pdf/>